

**Art. 2.** A l'article 7<sup>quater</sup> du même arrêté royal du 6 décembre 1994, les modifications suivantes sont apportées :

1° Les dispositions, insérées par l'arrêté royal du 3 mai 1999, forment désormais le § 1<sup>er</sup>;

2° L'article est complété par un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Dans chaque hôpital, le gestionnaire charge une personne de la centralisation des données visées à l'article 7<sup>ter</sup>. Cette personne intervient également comme personne de contact envers le Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, et son identité est communiquée au Ministre compétent pour la Santé publique. »

**Art. 3.** A l'article 7<sup>ter</sup>, 2°, du même arrêté royal, inséré par l'arrêté royal du 3 mai 1999, les mots « article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, b), c), d) et e) » sont remplacés par les mots « article 5, § 1<sup>er</sup>, 2°, b) et c) ».

**Art. 4.** L'article 10 de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant modification à l'arrêté royal du 6 décembre 1994 déterminant les règles suivant lesquelles certaines données statistiques doivent être communiquées au Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000, à l'exception de l'article 7<sup>ter</sup>, 1°, b), et 3°, e), inséré par le présent arrêté, qui entre en vigueur à une date à déterminer par Nous. »

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**Art. 6.** Notre Ministre de la Santé publique et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,  
Mme M. AELVOET

Le Ministre des Affaires sociales,  
F. VANDENBROUCKE

**Art. 2.** In artikel 7<sup>quater</sup> van hetzelfde koninklijk besluit van 6 december 1994 worden de volgende aanwijzingen aangebracht :

1° De bepalingen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 mei 1999, vormen voortaan § 1;

2° Het artikel wordt aangevuld met een § 2, luidend als volgt :

« § 2. In ieder ziekenhuis wordt één persoon door de beheerder belast met de centralisatie van de in artikel 7<sup>ter</sup> bedoelde gegevens. Deze persoon treedt ook op als contactpersoon ten aanzien van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en zijn identiteit wordt medegedeeld aan de Minister die bevoegd is voor de Volksgezondheid. »

**Art. 3.** In artikel 7<sup>ter</sup>, 2°, van hetzelfde koninklijk besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 3 mei 1999, worden de woorden « artikel 5, § 1, 2°, b), c), d) en e) » vervangen door de woorden « artikel 5, § 1, 2°, b) en c) ».

**Art. 4.** Artikel 10 van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 december 1994 houdende bepaling van de regels volgens welke bepaalde statistische gegevens moeten worden medegedeeld aan de Minister die de Volksgezondheid onder zijn bevoegdheid heeft, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000, met uitzondering van het bij dit besluit ingevoegde artikel 7<sup>ter</sup>, 1°, b), en 3°, e), dat in werking treedt op een door Ons te bepalen datum. »

**Art. 5.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2000.

**Art. 6.** Onze Minister van Volksgezondheid en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 december 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,  
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Sociale Zaken,  
F. VANDENBROUCKE

F. 1999 — 4018

[S - C - 99/24086]

**29 OCTOBRE 1999.** — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 2, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 23 avril 1997 portant exécution de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

Vu la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment les articles 18 et 49;

Vu l'arrêté royal du 23 avril 1997 portant exécution de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, notamment l'article 2, dernier alinéa;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacées par la loi du 4 juillet 1989 et modifiées par la loi du 4 août 1996;

N. 1999 — 4018

[S - C - 99/24086]

**29 OKTOBER 1999.** — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 2, laatste lid, van het koninklijk besluit van 23 april 1997 tot uitvoering van artikel 18 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op de artikelen 18 en 49;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 april 1997 tot uitvoering van artikel 18 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, inzonderheid op artikel 2, laatste lid;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Vu l'extrême urgence motivée par le fait que le 1<sup>er</sup> octobre 1999, l'Office national des pensions reprend les droits et obligations, l'actif et le passif de la "Eerste Gemeenschappelijke Verzekeringskas", comprenant notamment des biens immobiliers; qu'à cet effet, les dispositions nécessaires doivent également être prises sans délai afin d'opposer ce transfert aux tiers,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** En exécution de l'article 2 de l'arrêté royal du 23 avril 1997 portant exécution de l'article 18 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions, l'Office national des pensions reprend au 1<sup>er</sup> octobre 1999, en pleine propriété, les biens immeubles suivants de la "Eerste Gemeenschappelijke Verzekeringskas tegen de gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden", située à Anvers, Arenbergstraat 24, agréé par l'arrêté royal du 12 décembre 1931 portant exécution de la loi du 18 juin 1930 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés :

1° un immeuble sis à Berchem, Grote Steenweg 192, cadastré, division section B, numéro de parcelle 114 R, pour une superficie de 1 are 33 centiares.

L'attestation de sol délivrée pour la parcelle susvisée par l'"Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest (par la suite OVAM)" en date du 14 septembre 1999, stipule : "Pour cette parcelle cadastrale, aucune donnée n'est disponible dans le registre des terres polluées parce qu'il n'y a pas de données disponibles à l'OVAM.

Remarque :

Les terrains sur lesquels un établissement est ou était situé ou une activité est ou était exercée et qui est reprise dans la liste visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret d'assainissement du sol ne peuvent être cédés à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1996 que si au préalable une enquête d'orientation a été remise à l'OVAM avec la mention du transfert.

Cette attestation remplace toutes les attestations précédentes."

Le cédant a déclaré que sur les terrains qui font l'objet du présent transfert, à sa connaissance, aucun établissement n'est ou n'était situé ou qu'aucune activité est ou était exercée qui est reprise dans la liste des établissements qui peuvent occasionner une pollution du sol, comme visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret d'assainissement du sol;

2° un immeuble de bureaux sis à Anvers, Marché aux Grains 7, cadastré C 1143 E, division section C, d'une superficie de 2 ares 78 centiares.

L'attestation du sol délivrée par l'OVAM le 14 septembre 1999 est ainsi libellée : "Pour cette parcelle cadastrale, aucune donnée n'est disponible dans le registre des terres polluées parce qu'il n'y a pas de données disponibles à l'OVAM.

Remarque :

Les terrains sur lesquels un établissement est ou était situé ou une activité est ou était exercée et qui est reprise dans la liste visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret d'assainissement du sol ne peuvent être cédés à partir du 1<sup>er</sup> octobre 1996 que si au préalable une enquête d'orientation a été remise à l'OVAM avec la mention du transfert.

Cette attestation remplace toutes les attestations précédentes."

Le cédant a déclaré que sur les terrains qui font l'objet du présent transfert, à sa connaissance, aucun établissement n'est ou n'était situé ou qu'aucune activité est ou était exercée qui est reprise dans la liste des établissements qui peuvent occasionner une pollution du sol, comme visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret d'assainissement du sol.

**Art. 2.** Les biens immobiliers sont cédés sur la base de leur valeur comptable à la date du 30 septembre 1999.

**Art. 3.** Le présent arrêté sera notifié par extrait aux conservateurs des hypothèques compétents en vue de la transcription des biens mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> octobre 1999.

Bruxelles, le 29 octobre 1999.

F. VANDENBROUCKE

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de Rijksdienst voor pensioenen op 1 oktober 1999 de rechten en verplichtingen, de activa en passiva van de "Eerste Gemeenschappelijke Verzekeringskas" overneemt omvattende o.m. onroerende goederen; dat daarvoor onverwijld ook de nodige schikkingen moeten worden getroffen om deze overdracht tegenstelbaar te maken aan derden,

Besluit :

**Artikel 1.** In uitvoering van artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 april 1997 tot uitvoering van artikel 18 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels neemt de Rijksdienst voor pensioenen op 1 oktober 1999 de volgende onroerende goederen in volle eigendom over van de "Eerste Gemeenschappelijke Verzekeringskas tegen de gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden", gevestigd te Antwerpen, Arenbergstraat 24, aangenomen bij koninklijk besluit van 12 december 1931 voor uitvoering van de wet van 18 juni 1930 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden :

1° een gebouw gelegen te Berchem, Grote Steenweg 192, gekadastraerd, afdeling sectie B, perceelnummer 114 R, voor een oppervlakte van 1 are 33 centiares.

Het bodemattest afgeleverd door de Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest (verder OVAM) op 14 september 1999 luidt als volgt : "Voor dit kadastraal perceel zijn geen gegevens beschikbaar in het register van verontreinigde gronden omdat er geen gegevens beschikbaar zijn bij de OVAM.

Opmerking :

Gronden waarop een inrichting gevestigd is of was of een activiteit wordt of werd uitgeoefend die opgenomen is in de lijst bedoeld in artikel 3, § 1, van het bodemsaneringsdecreet kunnen vanaf 1 oktober 1996 slechts overgedragen worden als er vooraf een oriënterend onderzoek aan de OVAM is bezorgd met melding van de overdracht.

Dit attest vervangt alle vorige attesten."

De overdrager verklaarde dat er op de gronden die het voorwerp zijn van onderhavige overdracht bij zijn weten geen inrichting gevestigd is of was of geen activiteit wordt of werd uitgevoerd die opgenomen is in de lijst van inrichtingen en activiteiten die bodemverontreiniging kunnen veroorzaken, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, van het bodemsaneringsdecreet;

2° een kantoorgebouw gelegen te Antwerpen, Graanmarkt 7, gekadastraerd C 1143 E, afdeling sectie C, voor een oppervlakte van 2 aren 78 centiares.

Het bodemattest afgeleverd door OVAM op 14 september 1999 luidt als volgt : "Voor dit kadastraal perceel zijn geen gegevens beschikbaar in het register van verontreinigde gronden omdat er geen gegevens beschikbaar zijn bij de OVAM.

Opmerking :

Gronden waarop een inrichting gevestigd is of was of een activiteit wordt of werd uitgeoefend die opgenomen is in de lijst bedoeld in artikel 3, § 1, van het bodemsaneringsdecreet kunnen vanaf 1 oktober 1996 slechts overgedragen worden als er vooraf een oriënterend onderzoek aan de OVAM is bezorgd met melding van de overdracht.

Dit attest vervangt alle vorige attesten."

De overdrager verklaarde dat er op de gronden die het voorwerp zijn van onderhavige overdracht bij zijn weten geen inrichting gevestigd is of was of geen activiteit wordt of werd uitgevoerd die opgenomen is in de lijst van inrichtingen en activiteiten die bodemverontreiniging kunnen veroorzaken, zoals bedoeld in artikel 3, § 1, van het bodemsaneringsdecreet.

**Art. 2.** De onroerende goederen worden overgedragen op basis van hun boekhoudkundige waarde op datum van 30 september 1999.

**Art. 3.** Onderhavig besluit zal bij uittreksel genotificeerd worden aan de bevoegde hypotheekbewaarders met als oogmerk de overschrijving van de goederen vermeld in artikel 1.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1999.

Brussel, 29 oktober 1999.

F. VANDENBROUCKE